

Programme PASAM

2020-2022
118 003 €



Programme PLIM

2018-2022
934 889 €



Programme PAQEPP

2018-2022
1 500 000 €



Programme ADELAC

2020-2023
385 668 €



Madjililé (RésiSTerre)

2021-2024
621 000 €



Programme AGORA

2021-2025
1 330 000 €



Partenaires financiers



Agence de l'Eau Loire Bretagne (AELB)



Agence de l'Eau Artois Picardie (AEAP)



Agence Française de Développement (AFD)



Agence d'Urbanisme du Pays de St Omer



Délégation de l'Union Européenne au Tchad



Grand Poitiers (GP)



SYCTOM

Partenaires opérationnels

Centre D'Étude et de Formation pour
le Développement (CEFOD)

Commune de Moundou

Partenariat pour l'Appui et le Développement
des Innovations en Education, Santé et Envi-
ronnement (PADIESE)

Union des Femmes pour la Paix (UFEP)

Un pays fragile mais des projets ambitieux et des résultats encourageants

Pays sensible et très inégal, le Tchad reste une zone d'intervention importante dans le portefeuille d'ID. La majorité des indicateurs socio-économiques placent le pays dans les dernières places des classements mondiaux.

L'année 2021 a été particulièrement mouvementée. En effet, les élections présidentielles d'avril 2021 ont abouti à la réélection du président Idriss Déby Itno. Aussitôt le résultat annoncé, le pays a appris la mort de son leader, à la suite d'opérations militaires, auxquelles le président avait pris part.

Depuis, le processus de transition mis en place a généré des tensions ; des organes de la transition ont toutefois été mis en place. De son côté, le Conseil Militaire de Transition cherche à donner des gages de bonne gestion dans le souci d'améliorer le quotidien des habitants.

Dans ce contexte complexe, les actions d'ID ont perduré, il a parfois été nécessaire de cesser les activités pendant la phase aigüe de la crise liée au processus de transition, ou de prolonger des projets qui s'achevaient. Ainsi le PAQEPP qui, depuis son démarrage en 2017, a connu de nombreux soubresauts (grèves, arrêt des cours à l'annonce du décès du Président...), et qui a été rallongé jusqu'à décembre 2022 ; pour le PLIM, dont la mission de mise en place d'un service de collecte des déchets s'est heurtée aux changements dans l'équipe communale, à la complexité de la création ex-nihilo d'une telle action, à la lenteur des procédures en vue de réaliser les investissements prévus et aux défis institutionnels que cela pose. Mais il faut aussi noter l'arrivée de nouveaux programmes, comme ResiSTerre/Madjililé, signe des enjeux à venir dans ce pays sahélien frappé durement par les changements climatiques, ou encore AGORA qui a enfin démarré après plus d'un an et demi de tractations.

FICHE PAYS - RAPPORT ANNUEL 2021

TCHAD



NOTRE STRATÉGIE

Initiative Développement au Tchad a connu ces dernières années, et particulièrement depuis 2017, une croissance importante de ses activités et thématiques d'intervention. ID est aujourd'hui positionné dans ce pays sur plusieurs thématiques :

- L'éducation, avec le programme PAQEPP qui nous a notamment permis de travailler au niveau institutionnel et au développement de contrats de performance pour les acteurs pédagogiques ; de futures perspectives pourraient se dessiner autour de la scolarisation des filles
- L'eau-assainissement-déchets: deux projets sont en cours l'un sur l'assainissement en milieu rural, l'autre pour lutter contre les inondations à Moundou (en contrat d'opérateur pour le compte du Ministère de l'Eau, de l'Environnement et de la Pêche) et qui vise à mettre en place un service de gestion des déchets au niveau de la commune de Moundou.
- Les questions de changement climatique avec le programme ResiS-Terre
- Une thématique reliant citoyenneté et territoires : ID agit en partenariat opérationnel avec la commune de Moundou sur tout le territoire de la ville. Les domaines d'action sont : le renforcement des capacités des acteurs (associatifs, communaux, etc.), la maîtrise d'ouvrage communale, et la participation citoyenne (programme PASOC). De plus, ID apporte également son expertise dans les actions de renforcement des capacités des 8 communes du programme AGORA.
- Et enfin, une thématique autour des enjeux d'éveil des enfants (domaine de la santé et de l'éducation), via une approche orientée changement (AOC) et un renforcement organisationnel et institutionnel (ROI) dans le cadre du programme ADELAC, afin de mobiliser les acteurs concernés

Cette diversité de thématiques et d'actions repose en particulier sur le choix d'ID de développer une approche territoriale intégrée qui sera à l'avenir encore marquée, tout en mettant l'accent sur le renforcement et la mobilisation des acteurs locaux, les approches portées par le pôle PAR étant particulièrement pertinentes et sources de résultats très positifs au Tchad. Ces deux axes d'intervention sont privilégiés au Tchad et seront encore renforcés à l'avenir.

NOS PERSPECTIVES

Dans les années à venir, ID au Tchad va développer son implantation géographique sur le territoire national, notamment avec le programme AGORA qui nous amène à installer des assistants techniques dans 8 communes disséminées dans tout le pays. Il faudra alors changer notre façon de suivre les actions, de créer et faire vivre une dynamique d'équipe tout en apprenant à travailler dans des contextes différents. Nous préparons une implantation à Koumra, à environ 200 km de Moundou, toujours dans le sud. Cette commune est appelée à accueillir de futurs programmes d'ID, en particulier dans l'accès à l'eau potable et l'assainissement. C'est une certaine satisfaction de voir que cela va se concrétiser après plusieurs années d'efforts infructueux pour ouvrir une antenne dans cette zone.

Enfin, il faut noter, sur le plan opérationnel, le développement conséquent des actions AOC/ROI sur nos projets, avec pas moins de 5 expérimentations en cours ou à venir dans l'année 2022.





PASAM

«Programme d'Amélioration des Services d'Assainissement de la ville de Moundou »



4 latrines réceptionnées et assignées à des comités de gestion eux-mêmes formés à la gestion de ces ouvrages, également équipés de matériels d'assainissement



3 micro-projets prévus pour la construction de latrines et l'amélioration des conditions d'hygiène dans les quartiers ciblés



1 diagnostic des latrines publiques sur le territoire communal (en ciblant les écoles, centres de santé et marchés publics)

Le PASAM fait suite à un programme précédent d'assainissement qui avait permis d'améliorer l'accès aux toilettes des ménages et de professionnaliser le travail des vidangeurs manuels.

Ce nouveau programme, initié en novembre 2020, vise à définir un scénario de développement des services de l'assainissement à l'échelle de la ville, à former les équipes communales, à mettre en place un dispositif innovant de mobilisation des acteurs locaux sur une méthodologie d'Approche Orientée Changement (AOC), et à accompagner des micro-projets améliorant les conditions d'hygiène et d'assainissement.

Malgré un lancement assez récent du programme, on observe déjà une dynamique intéressante de collaboration entre acteurs impliqués autour des questions d'hygiène et d'assainissement qui se met en place, notamment dans l'un des quartiers de Moundou, Dombao, avec la création spontanée d'une coordination des acteurs dans ce quartier.

La démarche AOC a permis la mobilisation de 11 groupes d'acteurs répartis sur deux quartiers de la ville de Moundou (acteurs associatifs,

vidangeurs, femmes, enseignants...) ; ceux-ci font preuve d'un véritable engagement autour des enjeux de lutte contre la défécation à l'air libre et pour l'amélioration de l'hygiène des quartiers.

Témoignage

« Nous, groupes d'acteurs et actrices, sommes très satisfaits du travail que nous avons réalisé par nous-même. Si nous continuons avec ces sensibilisations encore longtemps, on parlera très peu ou même plus des maladies liées à l'hygiène et à l'assainissement. Nous nous sentons fiers de ce partage d'expériences et certains changements que nous venons de partager seront immédiatement mis en œuvre quand nous serons de retour dans nos quartiers respectifs. Grâce à cet atelier, nous sommes informés des actions, voire des changements à mettre en œuvre pour atteindre nos objectifs. Avant, les femmes faisaient les travaux physiques manuels mais pas de curage des caniveaux, de remblayage des routes, d'enlèvement des ordures... Mais cette démarche nous a rendus capables de tout faire pour garantir notre sécurité sanitaire. »

Béral Larmondé, responsable de groupement des femmes Carrefour la Femme Tchadienne, au nom des groupes d'acteurs et actrices.



PLIM

«Projet de Lutte contre les Inondations à Moundou »

Le projet PLIM, Projet de Lutte contre les Inondations à Moundou a soufflé en 2021 ses 3 ans d'existence. Son objectif est de mettre en place un service durable d'assainissement pluvial et de gestion des déchets dans la commune de Moundou.

Point d'orgue et élément clé du service déchets, 2 Aires de Transit des Ordures Ménagères (ATOM) ont été mises en fonctionnement en mars et avril 2021. Avec la mise en service de ces 2 infrastructures, le service déchets s'est très vite accéléré pour couvrir 13 quartiers ; 25 Opérateurs de Pré-Collecte (OPC) ont été mobilisés pour collecter les déchets dans les ménages et les déverser dans les ATOM, qui servent de lieu de dépôt transitoire avant l'envoi à la décharge finale. En retour, les ménages paient une redevance allant de 1 000 F CFA à 2 000 F CFA mensuellement selon le volume de la poubelle.

Pour la durabilité du service, la mairie de Moundou a été associée dans tout le processus de mise en place du service dès le début et pour lui permettre de prendre toute sa responsabilité. Les soubresauts politiques, organisationnels et matériels ont perturbé la participation et la prise en main du service tels que prévus dans les documents de référence du service déchets (plan de gestion, plan d'affaire, plan de communication).

Pour assurer la gestion quotidienne des ATOM, un comité d'assainissement a été sollicité et s'est vu confier les missions d'accueillir et orienter les OPC, et d'assurer le prélèvement des taxes de déversement, ainsi que l'entretien des ATOM.

Pour continuer à encourager les ménages à adhérer au service, le marketing a été très développé. Ce sont ainsi plus de 2 700 ménages qui se sont abonnés au service de collecte des déchets. Une enquête de satisfaction a permis de savoir que plus de 84% des ménages concernés sont satisfaits de la qualité du service et que 76% se montrent très satisfaits de la fréquence d'évacuation des déchets (2 fois/semaine).



PAQEPP

«Projet d'Amélioration de la Qualité de l'Éducation de Base et de Promotion d'une Gestion de Proximité»



433 enseignants dont 228 femmes ont été formés sur l'approche de la pédagogie sensible au genre



104 enseignants dont 47 femmes ont été formés en français au Centre d'Apprentissage de la Langue Française (CALF) de Moundou. 18 ont atteint le niveau B1, et 86 le niveau B2.



5 latrines ont été réalisées dans le cadre du PASAM



14 points d'eau ont été réhabilités



2 AOC sont en cours avec 225 personnes mobilisées sur le projet ADELAC et 75 personnes présentes pour les ateliers multi-acteurs sur le projet PASAM

Le Projet d'Amélioration de la Qualité de l'Éducation de Base et de Promotion d'une Gestion de Proximité (PAQEPP) a officiellement démarré en février 2017. C'est un projet du Ministère de l'Éducation Nationale et de la Promotion civique, financé par l'AFD, et dont le consortium ID-PADIESE (Partenariat pour l'Appui et le Développement des Innovations en Éducation, Santé et Environnement) est le maître d'ouvrage délégué. Il intervient dans 50 écoles dont 25 dans la zone de Moundou coordonnés par ID et 25 dans la zone de Ndjamená coordonnés par PADIESE.



Le projet a connu des réussites majeures sur les différents résultats au courant de l'année 2021. Pour commencer, la mobilisation parentale a pris de l'ampleur avec des projets d'écoles et des actions fortes pour soutenir à la fois l'école mais aussi les élèves et tout particulièrement les filles.

Ainsi 50 projets d'écoles/AGR des Associations des Mères Éducatrices (AME) ont été élaborés et financés pour un montant de 300 000 F CFA par AME. Les AGR de ces AME ont généré un revenu de 9 128 650 FCFA en 2021 soit environ 60 de rendement.

Cet argent a permis d'assurer le paiement de deux mois de salaire des maîtres communautaires, l'entretien des latrines, la réparation des table-bancs, le noircissement des tableaux, la réparation de bureaux du directeur, la mise à disposition des fournitures et des tenues scolaires aux élèves sans soutien, l'élévation d'un mur de clôture de 15 dans une école.... Bref c'est une vraie réussite, en particulier grâce à l'engagement des femmes des AME.

C'est ainsi que l'on a constaté l'amélioration du maintien des élèves à l'école, ce qui signifie que les élèves arrêtent moins souvent l'école, par rapport au début du projet. On a ainsi gagné près de 8 points chez les garçons et plus de 11 points pour les filles à Moundou. A N'Djamena la hausse est particulièrement saisissante puisque le taux de rétention passe à plus de 86% pour les filles et plus de 95% pour les garçons. On constate ainsi qu'à N'Djamena, la quasi-totalité des élèves de CE1 finissent leur cycle scolaire.

C'est une réussite impressionnante qui s'explique à la fois par la mobilisation des parents d'élèves, l'amélioration du cadre scolaire avec la construction de salles de classe, l'équipement en table-bancs, manuels, matériels didactiques, mais aussi par le renforcement pédagogique des enseignants, notamment sur la pédagogie de grands groupes, ou encore sur le suivi des élèves en difficulté.



La remobilisation des enseignants par les outils innovants

Dans le cadre du PAQEPP, l'équipe d'ID et son partenaire PADIESE ont expérimenté la mise en place des contrats de performance. Ces derniers, établis par l'équipe éducative de chacune des 50 écoles du projet, visent à améliorer les pratiques pédagogiques. Ces contrats abordent 5 grandes thématiques qui contribuent à la qualité de l'enseignement au Tchad : le volume horaire, l'amélioration des pratiques pédagogiques et notamment le travail sur les méthodes d'enseignement, l'assiduité des élèves et des enseignants, l'évaluation et la notation des élèves et enfin l'encadrement pédagogique.

Cette démarche a mobilisé les enseignants ainsi que toute la chaîne d'encadrement pédagogique (des animateurs jusqu'aux inspecteurs). 50 contrats de performance ont ainsi été mis en œuvre et évalués en juin et juillet 2021 ; 50 autres ont ensuite été élaborés en août et septembre 2021 dans les deux zones, Moundou et Ndjamená.

Contribuant à créer une dynamique de suivi mais aussi de dialogue entre équipe éducative, parents et élèves, les contrats de performance ont jusque-là permis d'améliorer le volume horaire en luttant contre les heures et jours perdus du fait de l'absentéisme. Ils jouent aussi un rôle prépondérant dans la prise en compte de méthodes pédagogiques adaptées à des effectifs scolaires importants (en général il est assez commun d'avoir plus d'une centaine d'élèves par classe).



AGORA

« Appui à la Gouvernance locale et Renforcement des Acteurs »

Ce nouveau programme d'ID a démarré en octobre 2021. Il se déploie sur 8 communes du Tchad (Koumra, Pala, Léré, Gounou Gaya, Bongor, Mongo, Ati, Oum Hadjer) et vise à renforcer les capacités d'intervention en faveur du développement local de ces communes par l'amélioration de la maîtrise d'ouvrage communale et la mise en place de services publics concertés et inclusifs.



AGORA met d'abord l'accent sur le renforcement institutionnel et organisationnel des collectivités territoriales, grâce à la combinaison d'une auto-évaluation des performances et des bonnes pratiques de gouvernance des communes et de la mise en œuvre d'un plan ciblé et adapté de renforcement de capacités. Pour ce faire, il s'appuie sur l'accompagnement à l'installation de cadres de concertation multi-acteurs

à l'échelle des communes. L'appui aux communes dans la conduite de ce processus de concertation garantit que les services publics à mettre en œuvre répondent à de réels besoins des citoyens, qu'ils sont adaptés aux contraintes financières et sociales des acteurs et qu'ils sont un vecteur d'inclusion favorisant la participation et l'accès de l'ensemble des groupes sociaux, notamment les plus vulnérables au développement local et à l'amélioration des conditions de vie dans la zone.

Première activité du projet, la phase préparatoire doit permettre de réviser les offres des communes pour s'intégrer au mieux à tous les axes du Programme d'Appui à la Gouvernance (PAG). Celui-ci constitue la phase 2, dans laquelle s'inscrivent le programme AGORA mais aussi les actions des 8 communes bénéficiaires également d'un soutien financier de l'Union Européenne. ID s'assure aussi que les projets des communes s'appuient sur la méthodologie qu'elle a mise en place, les activités devant contribuer à la participation de l'ensemble des citoyens. Deux ateliers de la phase préparatoire ont déjà été animés en fin d'année.



ADELAC

« Démarche prometteuse et mobilisatrice autour des enfants »

Porté par IRC, notre partenaire, le projet ADELAC vise à contribuer à créer des conditions favorables pour le développement holistique des jeunes enfants de la naissance jusqu'à la fin du primaire dans le département du Mamdi.

Dans le cadre du consortium, ID est en charge de la mise en œuvre de l'AOC (Approche Orientée Changements) de manière transversale aux thématiques du projet (santé, éducation, éveil de l'enfant). C'est ainsi que 7 groupes d'acteurs ont été définis et mobilisés autour de ces thématiques sur 4 zones différentes, dans lesquelles les autres partenaires du projet ADELAC interviennent.

La mise en œuvre de l'AOC a démarré par des ateliers de conscientisation, du 25 février au 11 mars 2021 pour 248 personnes réparties sur les 4 communes du projet : Mélea, Ngarangou, Bol et Kangelom.

Un premier atelier « Vision et changements » a eu lieu les 31 mars et 1er avril 2021. Grâce à la participation soutenue des acteurs présents, celui-ci a permis de travailler efficacement sur trois axes : l'analyse des problèmes, les perspectives de changement, et les initiatives concrètes envisagées. Des groupes de discussion et de restitution (appelés « focus group ») ont été prévus entre fin juin et fin juillet 2021, afin d'harmoniser les analyses et les décisions de l'ensemble des membres. Dernière étape menée dans le courant de cette année : le suivi des changements par l'équipe d'animation mais aussi la tenue de « focus group » par acteurs et par zone. Ceux-ci ont réuni 243 personnes dont 91 femmes sur les 4 sites, et ont eu lieu sur plusieurs semaines à partir du mois de novembre. Ces rencontres ont permis de relever des initiatives de changements auprès des acteurs.

À Kangelom, les AME ont par exemple initié une cotisation mensuelle qui leur a permis de soutenir la construction de hangars (fin octobre 2021) respectivement à Mipal, Djiar Yakou et Alhouda Koucha. À Mipal, deux AME ont initié des sensibilisations des parents pour inciter à envoyer les enfants à l'école.

Les APE de Toui ont réhabilité deux hangars servant de salles de classe avec leur propre contribution. Ils ont organisé des sensibilisations dans les villages environnants sur la scolarisation des enfants avec la participation du directeur et d'un enseignant.



Dans la zone de Bol, les matrones (c'est-à-dire des sage-femmes traditionnelles) ont commencé à lancer une initiative de solidarité entre elles en mettant en place une caisse de cotisation. Elles ont animé des séances de causeries éducatives au centre de santé et des sensibilisations individuelles ou collectives lors des cérémonies sur les thèmes des bonnes pratiques d'hygiène et de l'importance des accouchements au centre de santé.

Dans la zone de Méléa, les matrones ont mené une série de sensibilisations. Ces actions sont menées de manière individuelle lors des cérémonies et au porte-à-porte pour les suivis des mamans radicales. Les thèmes abordés lors de ces sensibilisations sont entre autres la fréquentation de centre de santé, l'importance de la consultation prénatale, l'accouchement au centre de santé et la bonne alimentation des femmes et des enfants.

Ces dynamiques encourageantes seront encore soutenues et suivies pendant l'année 2022.



Mobilisation et pouvoir d'agir

À la suite du programme KOMNAND 3 financé par l'AFD, ID et la mairie de Moundou ont bénéficié d'un financement de l'UE par l'entremise du PASOC (Programme d'appui à la société civile) pour encourager la société civile, notamment les jeunes et les femmes, à participer aux actions de développement et aux activités citoyennes.

Avec l'aide de ce programme, ID entend contribuer à l'ancrage de la démocratie et du dialogue, par une participation croissante des OSC/OCB (Organisations de la Société Civile/Organisations Communautaires de Base), notamment de jeunes et de femmes dans la vie politique, économique et sociale de Moundou. À cet effet, ID et la mairie de Moundou ont privilégié le « faire-faire ». Cette approche se caractérise par l'octroi des subventions en cascade (dispositif financier de l'Union Européenne) aux OSC/OCB afin de les responsabiliser et d'accroître, à terme, leur participation au développement de la commune.

Pour permettre aux acteurs de la société civile de mieux cerner les enjeux du projet, plusieurs rencontres d'échanges ont eu lieu. Ces rencontres ont permis de présenter les lignes directrices du projet aux OSC/OCB. Ensuite, un Appel à Manifestation d'Intérêt a été lancé à l'intention des OSC/OCB pour une durée d'un mois, leur permettant de proposer des projets. A la suite des propositions qu'elles ont faites, un comité d'évaluation a été mis en place pour sélectionner les projets à financer.

L'objectif de l'action était bien que les acteurs de la commune et de la société civile soient renforcés et responsabilisés pour apporter des réponses locales aux besoins des populations vulnérables dans l'esprit des politiques municipales.

Les subventions en cascade ont permis aux OSC/OCB de participer de manière notable au développement de la commune de Moundou et qui répondent véritablement aux besoins des couches vulnérables. Des ouvrages, infrastructures et équipements socioéconomiques de base ont ainsi été initiés et portés dans ce contexte par ces organisations. Les nombreuses activités de renforcement de capacités initiées par ces projets ont été également favorisées par le dispositif de subven-



tions qui les accompagnait, ce qui a eu pour effet de développer leurs compétences et de renforcer leur implication dans l'espace public.

16 organisations de base ont reçu plus de 75 millions F CFA de subvention, chacune d'elles d'environ 4 millions F CFA soit environ 6 000 € pour réaliser des actions contribuant au Plan de Développement Communal.

Cela s'est traduit par :

- La construction de 9 hangars améliorés pour des écoles de la périphérie de Moundou
- 105 tables-bancs pour les écoles les plus prioritaires
- 14 points d'eau réhabilités dans le 4e arrondissement de Moundou
- 2 mini-châteaux construits

teurs de la résilience climatique à la hauteur des défis auxquels sont confrontées les populations de leurs territoires ; les aider à mettre en œuvre des activités économiques et environnementales telles que l'accès durable à une énergie propre, le développement des activités agricoles résilientes et la gestion durable des ressources naturelles.

Lancé le 1er novembre 2021, le projet a pu inscrire à son actif l'organisation d'un atelier « brainstorming » dans le cadre d'une AOC autour de la thématique de la déforestation. Il y a eu 25 participants, issus de 11 organisations différentes (UFEP et partenaires locaux). L'objectif de cet atelier initial était d'initier ces personnes aux bases de l'AOC, dont la mise en œuvre effective est prévue en 2022.

Témoignage

“ Grace aux subventions en cascade nous avons acquis de l'expérience en matière de gestion et de mettre en œuvre des actions publiques. En dépit des difficultés rencontrées au début, nous sommes actuellement mieux structurés et organisés. L'accompagnement d'ID a permis à chaque membre de l'association de jouer son rôle. Cet appui a véritablement permis aux OSC/OCB de se renforcer et de contribuer à l'amélioration des conditions de vie de la population de Moundou ”

NODJIKWAMBAYE DJEKOUNKADJI, responsable de l'OSC/OCB « LA BONNE VISION »



RESISTERRE

« Résilience, Société, Territoires »

Joindre dynamique de territoire, enjeux économiques, renforcement organisationnel, mobilisation multi-acteurs, telle est la stratégie du nouveau programme RESISTERRE, Madjilebé au Tchad. En effet, RésiS-Terre/Madjilebé veut contribuer à l'amélioration de la résilience climatique des territoires ciblés et des conditions de vie des populations, en s'appuyant sur le potentiel de celles et ceux qui agissent à leur échelle. Plus spécifiquement, le projet vise à renforcer la capacités de l'Union des Femmes pour la Paix (UFEP) et ses associations membres afin qu'elles puissent jouer un rôle déterminant en qualité d'actrices et d'ac-

